

Conférence fédérale de Seine-Saint-Denis

6 décembre 2008

Pierre Zarka

Se libérer d'un passé qui devient un carcan

Jean Marie Doussin nous somme de clarifier nos positions. Je vais tenter de le faire en ce qui me concerne.

Ce qui caractérise les mobilisations telles que les « non-organisés » les mènent, je veux parler des plus nombreux et donc du mouvement réel, c'est qu'elles sont ponctuelles, se projettent sur des résultats immédiats et donc aisément lisibles. C'est le moyen de s'assurer que l'on n'est pas manipulé. C'est la manière largement dominante par laquelle les moins de quarante ans interviennent dans le débat politique. Mais, de ce fait, ces mouvements n'offrent pas par eux-mêmes le moyen de converger et demeurent fragmentés aussi bien dans le sens de leur combat que dans le temps ; ainsi ils ne permettent de passer aucunement à la permanence qu'exige le passage à la vie politique. Cela a de lourdes conséquences sur le rapport entre exigences sociales, écologiques, démocratiques et le fait institutionnel. En 1995 le mouvement social tente son unité entre travailleurs, chômeurs, étudiants, intellectuels et revendique « nous sommes la gauche » ; et les élections deux ans plus tard le réduisent à la gauche plurielle ; le fait électoral affadit le mouvement...on connaît la suite. La suite c'est que la colère de gauche débouche sur le paradoxe du second tour à la Présidentielle. En 2003 lors du mouvement en faveur des retraites, Raffarin lance « La rue a parlé, maintenant c'est le tour du Parlement » et le fait est que, dès que le Parlement commence son débat, les manifestations s'arrêtent. Je pense aussi à la béance qui existe entre les jeunes de banlieue et la réalité institutionnelle. Peut-on espérer expliquer à tous ceux-là qu'ils se trompent lors des élections ou ne faut-il pas s'interroger sur la nature même de notre propre rapport au fait institutionnel ? Pour l'instant le recours au fait institutionnel gèle régulièrement toute dynamique populaire.

On peut toujours invoquer le combat contre le délégataire, mais ces dernières caractéristiques en renouvellent les contours. On peut penser, c'est mon cas, que c'est là la conséquence de la faillite des idéaux forgés au cours du siècle précédent qui ont fini par sombrer et décevoir : il y a incontestablement une panne de visée d'avenir qui empêche de situer où doivent être les points de rupture avec le capitalisme. Mais dire cela, n'est-ce pas s'arrêter en chemin ?

L'apport du mouvement féministe au combat de tous a été d'englober toutes les dominations dans un même regard. De plus, son originalité est de considérer que l'on commence à s'émanciper par la lutte émancipatrice avant même que celle-ci n'atteigne son but. Ce qui suppose cependant que les caractéristiques de celle-ci le permettent. Aujourd'hui, si nous prenons en compte la dimension historique de ce qui a échoué, nous devons accepter que cette expérience de l'Histoire soit à reconstruire par les intéressés. Or dans ce qui a échoué, il y a le contenu bien sûr, mais aussi la démarche, la méthode. Cela implique que plus personne ne viendra à la politique par les chemins empruntés par ceux qui aujourd'hui ont plus de quarante ans.

Cela suppose que ce sens émancipateur du combat soit matériellement partagé par tous et ne dissocie plus ceux qui le pensent, ceux qui y participent et ceux qui n'en seront que bénéficiaires. Cette construction ne peut être le fait d'une élite au risque que le processus d'émancipation se transforme en sentiment de supériorité, puis en privilèges, ne serait-ce que symboliques, et en ascension sociale. Et cela met ces acteurs dans une position de pouvoir à l'égard du citoyen

« moyen ». Sans doute pas dans la volonté, mais dans les faits, au sens où cela dresse une barrière inconsciente entre pensée et action révolutionnaires et ceux qui devraient y participer.

Peut-être avons-nous tendance à oublier que les institutions sont pensées pour que le type de démocratie qu'elles inspirent conduise à ne pas en demander d'avantage ? Nous oublions qu'elles sont conçues aussi pour empêcher que tout mouvement social ou politique devienne mouvement transformateur. Loin de moi la volonté de nier le rôle des institutions. Mais elles ont été conçues sur le mode de la dépossession. Or, tous les partis actuels, même ceux qui prétendent le plus à la révolution, sont nés sur le modèle de la prise du pouvoir d'Etat plus que sur le mouvement transformateur lui-même. Leur crédibilisation est toujours passée par là ; l'évolution de la LCR le confirme. Et tous finissent dans la posture du prof qui explique aux « ignorants » dépourvus de responsabilités. Et ce, alors que la principale source de crédibilité est devenue l'expérience partagée. De ne pas en tirer le fait que nous avons besoin de prendre en compte toute la réalité du mouvement populaire et de ses organisations et associations nous enferme dans le face à face avec le PS, comme en 2002, comme en 1997 ; comme en 1984, comme en 1981, en 1978 ou en 1973. Et cela nous conduit à ne pas nous interroger sur la nature de l'organisation politique.

Des camarades soulignent que nous ne sommes plus le même parti qu'en 1920. Mais nos résultats ainsi que ce qu'il en est des partis communistes sur la planète montrent à quel point nous sommes loin du compte. Un outil n'est pas le même en fonction de la finalité de l'exercice auquel on s'assigne : vouloir prendre le pouvoir au service des exploités ou faire de ceux-ci la force motrice de l'histoire n'est pas la même chose et je doute que le même outil puisse correspondre à deux objectifs aussi différents.

Ce qui est dramatique c'est de traiter celles et ceux qui s'interrogent ainsi, comme des adversaires ; comme si le seul fait de poser la question mettait en péril l'édifice. Le Congrès s'est résolument enfermé dans la culture traditionnelle fermant la porte à une réelle remise à plat. La question de l'organisation politique doit être entièrement repensée ; surtout si on ne croit pas à la spontanéité. Je sais que le texte écarte toute exploration d'une « formation aux contours incertains ». En 1920 les contours étaient-ils certains ? Il a fallu 12 années de tâtonnements pour sortir le PCF de « l'incertain ». Il peut arriver que la vie nous impose de voir ce qui ne peut continuer et que la solution se trouve en décidant de se libérer d'un passé qui devient un carcan.

Mais nous, nous voulons tellement la tranquillité que l'on préfère ici balayer d'un revers de main le problème et pour cela, comme l'a déjà fait la commission nationale dite de transparence, écarter des organes de direction quiconque défend un tel point de vue. Je vois bien qu'au nom de la défense du parti, on nous montre le chemin de la sortie. C'est pourtant parmi ceux-là que l'on trouve celles et ceux qui ont agité en 2004 en faveur d'une liste de rassemblement aux Régionales et aux Européennes ce qui a permis l'élection de Francis Wurtz, parmi eux, que l'on trouve celles et ceux qui ont contribué à la rédaction de l'appel des 200 que nous avons signé pour le référendum en 2005 que l'on trouve la liste des virés. On ne peut se réfugier derrière des cas individuels. Le hasard des disponibilités et des compétences fait bizarrement les choses. Ces évictions ne peuvent que signifier publiquement le regret d'avoir commis des actes de rassemblement. Cela ne manquera pas de déplacer le centre de gravité du Parti vers la culture la plus étroite et sectaire ; cela, désormais, c'est de la responsabilité de celles et ceux qui laisseront une telle décision se prendre.